
CHRONIQUE

Le vertige des notes

LE 24/06/2022

5 min



Marie Duru-Bellat
Sociologue

Vite éclipsée par les législatives, la polémique récente autour de l'harmonisation des notes du bac – quand des notes de spécialités ont été relevées en masse sans que les correcteurs en aient été informés – posait pourtant des questions cruciales, pour le système scolaire et bien au-delà.

Les pratiques d'harmonisation des notes, pour atténuer les écarts moyens entre jurys ou entre sujets, sont classiques et en général tolérées dès lors que ce qui est en jeu, c'est d'assurer une certaine équité entre les candidats. Leur note doit refléter leurs connaissances et ne pas pâtir d'un jury ou d'un sujet plus dur que les autres. Voilà qui semble évident. Mais quel enseignant soutiendrait que ses notes reflètent précisément les acquis de tel ou tel élève ?

La règle des notes

Dans le quotidien des classes, les notes – toute une science, la docimologie s'y attelle¹ – sanctionnent tout autant ou parfois plus des attitudes, des progressions, des efforts, qui peuvent d'ailleurs être aussi bien individuels que collectifs. Car le jugement sur un élève est nécessairement relatif : c'est une place dans un groupe, un groupe qui par ailleurs comporte toujours des forts (même dans une classe faible) et des faibles, même dans une bonne classe.

Dans un paquet de copies, il y aura aussi, c'est une règle plus ou moins explicite, un classement, des forts, des faibles et une moyenne qui ne doit, elle-même, être ni trop faible ni trop forte. L'institution y veille : elle redressera les notes d'un correcteur trop en dessous de la moyenne et jugera suspecte une moyenne trop élevée. L'enjeu est qu'« en moyenne », les élèves apparaissent bien comme ayant le niveau requis. Ce n'est là nul cynisme : le système scolaire est censé offrir à des élèves égaux les mêmes possibilités d'acquérir ce qui est jugé, dans les programmes, comme devant être acquis.

Les notes doivent donc à la fois tendre vers une moyenne moyenne et être assez dispersées pour illustrer la capacité du système à classer de manière juste les élèves sur la base de leurs seuls acquis. Méritocratie et donc concurrence non faussée obligent ! Dès lors que les notes ont une fonction de classement et de sélection, ce qui est particulièrement vrai pour les notes du bac (dans la classe, la fonction formative des notes peut parfois prendre le dessus), elles doivent être discriminantes, les écarts entre élèves s'en trouvant alors creusés.

Biais en tous genres

Les barèmes sont là pour assurer que l'évaluation des acquis sera fine et, bien sûr, juste. Ils facilitent certes la vie. Pour autant, dans les situations d'évaluation, de nombreux travaux de psychologie sociale montrent que des stéréotypes de tous ordres (sociaux, genrés) interfèrent avec les performances^{2 (url:#footnote2_j1dgdyr)}. Par exemple, il suffit, avant un exercice donné, de dire aux élèves que l'exercice ne fait en général pas de différence entre filles et garçons pour que les écarts sexués observés en l'absence de cette précision s'atténuent comme par magie !

C'est dire que les exercices les plus standardisés et les barèmes les plus pointilleux ne mesurent pas les acquis comme le thermomètre mesure la température, et n'éliminent pas le jeu du social et les injustices. Peut-être serait-ce « pire » avec des épreuves orales. Mais en tout cas, la notion de note juste, bien des enseignants en conviennent, reste un horizon...

Il n'en demeure pas moins que relativiser la valeur des notes – ce qu'elles mesurent et avec quelle précision – est une pente glissante. C'est bien pour cela que les pratiques d'harmonisation font peur : ne risquent-elles pas de miner la confiance dans les notes ? Car si l'on ne croit plus aux notes, comment classer et sélectionner ces élèves qui se pressent si nombreux aux portes des filières les plus prestigieuses et les plus attractives ? Si l'on ne croit plus aux notes, comment croire aux diplômes et aux compétences qu'ils sont censés sanctionner ? Et alors comment accepter que les salaires suivent fidèlement la hiérarchie des diplômes et admettre sans broncher le pouvoir de nos élites diplômées ? C'est toute notre logique méritocratique qui s'en trouve ébranlée.

On accepte – plus ou moins – l'ordre social parce qu'il est censé se fonder *in fine* sur les mérites personnels et non sur la naissance. Et dans nos sociétés, c'est du mérite scolaire qu'il s'agit, dont il est par conséquent capital d'assurer l'impartialité. Sans notes fiables, objectives, certifiées par l'institution, le diplômé est nu. Et sans diplôme, nos élites sont pour la plupart bien nues également. Comme en matière électorale, tout ce qui peut apparaître comme un « bidouillage » va être violemment dénoncé. Mais on ne peut s'arc-bouter aveuglément sur ce qui serait la « vraie » note : une question sans nul doute bien plus vertigineuse encore !